



HAL
open science

Egypte ; Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

| Roman Stadnicki. Egypte ; Yémen. Images Economiques du Monde 2018, 2017. hal-01691544

HAL Id: hal-01691544

<https://hal.science/hal-01691544>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

YEMEN

Catastrophe humanitaire

Le 25 mars 2015, l'Arabie Saoudite prenait la tête d'une coalition de dix puissances régionales visant à contrer la progression des « rebelles » Houthis. Issus de la communauté chiite zaydite (environ 40 % de la population yéménite) implantée dans le nord du pays, ces derniers étaient parvenus à prendre la capitale, Sanaa, à la faveur d'une transition politique mal négociée après le départ du président Saleh sous la pression de la rue en 2011. Plus de deux ans après le début du conflit, la situation s'est enlisée, aucun accord n'ayant pu être trouvé entre les forces loyalistes du président Hadi (successeur de Saleh), exilé en Arabie Saoudite, et les Houthis, soutenus quant à eux par l'Iran mais aussi par l'ancien Président Saleh. Aucune des 7 trêves négociées par l'ONU n'a été respectée par les belligérants. L'émissaire de l'ONU pour le Yémen, M. Ould Cheikh Ahmed, a même été accueilli à coup de pierres lors de sa dernière visite à Sanaa en mai 2017. Au-delà de l'impasse politique, c'est la crise humanitaire qui s'avère la plus préoccupante. Le blocus terrestre, maritime et aérien quasi-total imposé par la coalition saoudienne a placé 19 millions d'habitants, soit environ deux tiers de la population, dans un besoin urgent d'aide humanitaire. 50 % des hôpitaux et centres de santé n'étaient plus fonctionnels en 2017, certains ayant été bombardés, comme l'hôpital d'Abs, soutenu par Médecins Sans Frontières, dans le nord du pays en août 2016. À la famine s'est ajouté le choléra qui, en mai 2017, avait causé 360 morts et 40 000 cas suspects d'après l'OMS, en seulement un mois d'épidémie. Le déblocage des 1,1 milliards de dollars promis par la communauté internationale lors de la conférence des donateurs qui s'est tenue en avril 2017 à Genève dépend désormais de la levée des blocus et de l'évolution d'un conflit qui a déjà fait 8000 morts, 45 000 blessés et plus de 3 millions de réfugiés.

Vers la partition

La guerre fragilise l'unité du pays, pourtant officiellement acquise en 1990 lorsque la République Populaire du Yémen (au Sud), ancien protectorat britannique puis État soutenu par l'URSS, fut intégrée à la République Arabe du Yémen (au Nord), indépendante depuis la chute de l'Empire ottoman. Le mouvement « sudiste », tenu en échec par le jeune pouvoir central en 1994 lors d'une courte guerre civile, n'a en réalité jamais été annihilé. Dans le contexte de la révolution de 2011, il s'est même restructuré autour de nouveaux leaders. Alliés au président Hadi dans le seul cadre de leur opposition commune aux Houthis, ces derniers ont organisé, en mai 2017, des manifestations importantes de soutien au gouverneur d'Aden, M. Al-Zoubaydi, démis quelques jours plus tôt par Hadi pour velléités sécessionnistes. Profitant de l'enlèvement et de la division du Yémen, les groupes djihadistes affiliés à l'Organisation de l'état islamique ou à Al-Qaïda se déploient dans les provinces orientales du pays à la faveur d'alliances nouées au niveau local avec des tribus. Le port principal du gouvernorat du Hadramaout, Al-Mukalla, a cependant été libéré d'Al-Qaïda en 2016 par les troupes des Émirats Arabes Unis, qui soutiennent à la fois le gouvernement « légitime » de Hadi et les sécessionnistes d'Aden : nouvelle illustration de la complexité des alliances circonstancielles qui caractérise ce conflit. La situation est invivable pour beaucoup, à l'instar des fonctionnaires restés impayés en 2017 suite au déplacement de la Banque centrale de Sanaa, tenue par les Houthis depuis 2015, à Aden, siège fragile du gouvernement légitime, alors que Tuez, la troisième ville du pays, est totalement assiégée.

EGYPTE

Insécurité persistante

À son installation au pouvoir en 2014, le président Sissi promettait l'ordre et la sécurité pour tous les Égyptiens. En avril 2017 face à Donald Trump, il a persisté en présentant son régime militaire comme un havre de paix dans la région. L'engagement de ses troupes en Libye, à Gaza et au Yémen atteste de son intention de sécuriser le Moyen-Orient tout en permettant à l'Égypte de redevenir une puissance régionale. Cependant, Sissi peine à faire face aux multiples sources d'instabilité du pays, qu'il a d'ailleurs lui-même alimentées en destituant et en réprimant dans le sang les Frères musulmans pourtant démocratiquement élus en 2013. Déclarés « organisation terroriste » par le pouvoir, les Frères musulmans comptent 20 000 de leurs membres en prison, aux côtés de quelques 40 000 autres prisonniers politiques (opposants, militants, journalistes, etc.) constituant une « menace » pour la stabilité du régime. Dans le Sinaï, région en proie aux groupes djihadistes affiliés à l'organisation de l'état islamique, les raids aériens fréquents n'ont pas fait baisser le nombre d'attentats anti-gouvernementaux. Les Coptes (environ 10 % de la population du pays) ont quant à eux connu une année noire. Entre décembre 2016 et mai 2017, des attentats visant des églises au Caire, à Tanta et à Alexandrie, ainsi qu'un bus de pèlerins à Minya dans le centre du pays, ont fait une centaine de morts et deux fois plus de blessés parmi les ressortissants de la minorité chrétienne. La livraison au début 2017 des Rafales commandés par l'Égypte à la France, tout comme le rapprochement diplomatique du pays avec la Russie maintient l'illusion de sécurité dans un pays qui par ailleurs ne fait plus mystère de sa rivalité avec le voisin turc accusé d'avoir accueilli des Frères musulmans pourchassés. La sécurité aérienne enfin, fortement affaiblie par le crash d'un avion russe dans le Sinaï en octobre 2015, a encore une fois été remise en question en mai 2016 lors de la disparition d'un avion de la compagnie Egyptair effectuant une liaison Paris-Le Caire.

Crise monétaire, pénuries et émeutes

La crise monétaire dans laquelle s'enfoncé le pays aujourd'hui faute de réserves en devises étrangères a contraint les autorités à dévaluer la livre égyptienne de 40 % fin 2016. Si cette dévaluation a rassuré les marchés, elle a provoqué une envolée de l'inflation à près de 30 % en janvier 2017. Par ailleurs, l'Égypte fait face à une pénurie inédite de produits de première nécessité issus de l'importation, tels que le sucre, l'huile, le riz ou le lait infantile. Cette situation socialement exaspérante met en lumière la fragilité du modèle économique égyptien. Dans un contexte de raréfaction des ressources et des terres cultivables, le pays dépend de plus en plus des importations, qui diminuent conséquemment à la baisse des réserves financières de la Banque centrale. En plus de dévaluer la monnaie nationale, l'État a diminué le niveau de subvention d'un certain nombre de produits de première nécessité (essence, électricité, etc.), sous la pression du FMI qui lui a accordé 12 milliards de dollars de prêt en novembre 2016. En conséquence, des « émeutes du pain » – lequel a augmenté, comme les céréales, de 65% en 2017 –, ont ainsi éclaté en mars de cette même année dans plusieurs villes du pays, comme à Alexandrie et à Assiout.